



# **Cahier des clauses techniques particulières n° 2018-11 du 21/11/2018**

## **Pouvoir adjudicateur contractant :**

**Agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone des cinquante pas géométriques de Martinique**

12-14, avenue Louis Domergue

Immeuble Le Trident – Montgérald

97200 – Fort de France

## **Objet du marché :**

**Prestations d'assistance et de conseil**

## **Sommaire**

<b>Article 1 - Contexte .....</b>	<b>3</b>
<b>Article 2 - Prestations attendues .....</b>	<b>4</b>
2.1 Lot n° 1 : Adhésion à un réseau professionnel.....	4
2.1.1 <i>Veille et transfert d'informations</i> .....	4
2.1.2 <i>Echanges d'expériences</i> .....	4
2.1.3 <i>Outils pratiques</i> .....	4
2.1.4 <i>Conseil et assistance</i> .....	4
2.1.5 <i>Actions de notoriété et de communication</i> .....	4
2.1.6 <i>Mutualisation de services</i> .....	4
2.2 Lot n° 2 : Prestations d'assistance et conseil .....	4
2.2.1 <i>Prestations relatives au fonctionnement</i> .....	5
2.2.2 <i>Prestations relatives aux opérations</i> .....	5
2.2.3 <i>Modalités de mise en œuvre des prestations</i> .....	5
<b>Article 3 - Dispositions communes aux deux lots .....</b>	<b>5</b>

## Article 1 - Contexte

Les zones urbaines des 50 pas géométriques sont des zones issus d'un habitat spontané et généralement sous équipées ou présentant de grands déficits en équipement.

Instituée par la loi 96-1241 du 30 décembre 1996, comme outil de coopération entre l'Etat et les communes dans le vaste chantier de la régularisation des occupations foncières l'agence pour la mise en valeur des espaces urbains de la zone dite des cinquante pas géométriques a pour missions :

- d'élaborer les programmes d'équipement des espaces urbains ;
- de vérifier la compatibilité des demandes de cession avec le programme des équipements ;
- de réaliser des travaux dans les quartiers de la zone des 50 pas géométriques.

L'objectif général des travaux de l'agence est de

- répondre à la carence de réseaux élémentaires et structurants, notamment de la voirie et des réseaux de collecte et de traitement des eaux usées ;
- permettre les cessions des parcelles aux occupants

Le savoir-faire de l'Agence repose sur l'expérience et les compétences des hommes et des femmes qui travaillent au sein de la structure : chargés d'opération, sigistes, instructrices, juristes, financiers.

Cependant, pour accomplir au mieux les missions qui lui sont confiées, il lui est nécessaire d'assembler un certain nombre de compétences conjuguées en plus de celles dont elle dispose en interne.

L'Agence souhaite donc bénéficier d'un dispositif d'assistance dans les domaines détaillés dans le présent document.

Ces types de prestations sont les éléments indissociables d'un même marché. La Société doit en effet s'assurer de la permanence, de la fiabilité et de la cohérence du dispositif d'assistance que représentent ces prestations.

Le marché pourra être conclu, soit avec une entreprise, soit avec un groupement d'entreprises.

Le cahier des clauses techniques particulières (dénommé « CCTP ») du présent marché a pour objet de préciser le contenu des éléments de mission dus par le titulaire en fonction des besoins de l'Agence (numéro de référence de la nomenclature CPV : 79000000-4 – Services aux entreprises : droit, marketing, conseil, recrutement, impression et sécurité).

Le marché est divisé en deux lots :

- **Lot n° 1 : Adhésion à un réseau professionnel** d'échanges, de références, d'expériences et de données mutualisées d'organismes exerçant leur activité dans des domaines semblables à ceux de l'Agence, accès à des formations, à un bassin d'emploi dans les domaines de compétences de l'Agence et à certains services tels que les prestations d'assurances métiers ;
- **Lot n° 2 : Prestations d'assistance et conseil** dans les domaines suivants (liste non exhaustive) :
  - Prestations liées au domaine opérationnel :
    - gestion des opérations : conseil technique ; juridique et fiscal ; financier ; foncier ; gestion des litiges et contentieux ; conseil en assurances liées à la réalisation des opérations ...
    - gestion des marchés : conseil et assistance en matière de marchés publics et privés ; gestion des litiges et contentieux
  - Prestations liées au fonctionnement de l'Agence :
    - conseil en gestion financière, stratégie ; conseil juridique et fiscal ; Vie sociale ; Ressources Humaines...

## Article 2 - Prestations attendues

### 2.1 Lot n° 1 : Adhésion à un réseau professionnel

L'Agence souhaite adhérer à un réseau professionnel d'échanges, de références, d'expériences et de données mutualisées d'organismes exerçant leur activité dans des domaines semblables aux siens, avoir accès à des formations et à un bassin d'emploi dans les domaines de de compétences de l'Agence. Dans ce cadre, le titulaire devra être en capacité de présenter une offre portant sur les points suivants :

#### 2.1.1 Veille et transfert d'informations

L'Agence attend que le prestataire assure une veille permanente et diffuse de manière régulière des informations sur ses activités et son environnement professionnel. Elle entend en outre pouvoir s'évaluer par rapport à des entités comparables (benchmarking).

#### 2.1.2 Echanges d'expériences

L'Agence souhaite pouvoir s'appuyer sur les expériences de l'ensemble des membres du réseau animé par le titulaire.

Le titulaire devra participer au renforcement des connaissances, des compétences et des savoir-faire des collaborateurs par un partage d'expériences dans les domaines de l'immobilier, de l'aménagement, de la construction et de la gestion d'équipements et de services publics locaux.

#### 2.1.3 Outils pratiques

L'Agence souhaite avoir accès à des outils méthodologiques et pratiques facilitant le travail de ses collaborateurs dans le cadre de leur activité quotidienne (documents-types dans les domaines de l'aménagement, de l'immobilier, de la vie de l'entreprise, des ressources humaines, des marchés publics – boîtes à outils – fiches méthodologiques, etc.).

#### 2.1.4 Conseil et assistance

Le titulaire devra proposer des dispositifs permettant à l'Agence d'avoir accès à des conseils et une assistance de « premier niveau », notamment dans le domaine juridique et opérationnel.

Le titulaire devra être en capacité de répondre aux sollicitations, aux questions génériques ou aux demandes d'analyse expertes dans les domaines d'activités l'Agence.

#### 2.1.5 Actions de notoriété et de communication

Le titulaire devra présenter les actions qu'il met en œuvre pour faire connaître le réseau qu'il anime et les activités développées par ses membres dans les domaines de l'aménagement, de la construction, de la gestion de services et de l'immobilier.

#### 2.1.6 Mutualisation de services

L'Agence souhaite bénéficier de prestations particulières en matière d'assurances professionnelles.

Le titulaire devra proposer, le cas échéant, la possibilité d'avoir recours à des marchés pour lesquels la mise en concurrence aura été formalisée et effectuée par ses soins au bénéfice des membres du réseau.

### 2.2 Lot n° 2 : Prestations d'assistance et conseil

L'Agence souhaite pouvoir bénéficier de prestations de conseil à la demande dans les domaines décrits ci-après.

L'Agence se réserve cependant la possibilité de demander des prestations particulières dans ces domaines à d'autres prestataires que le titulaire du présent marché qui ne pourra prétendre à aucune exclusivité.

### *2.2.1 Prestations relatives au fonctionnement*

- Conseil en gestion financière, contrôle et stratégie.
- Conseil juridique et fiscal.
- Vie Sociale de l'Agence.
- Droit du Travail.
- Ressources Humaines.

### *2.2.2 Prestations relatives aux opérations*

- Conseil technique.
- Conseil juridique et fiscal.
- Conseil financier.
- Conseil en matière de Marchés Publics.
- Domaine Foncier.

### *2.2.3 Modalités de mise en œuvre des prestations*

Les prestations définies ci-dessus pourront être, en fonction de leur importance, orales (téléphoniques) ou écrites (courriers, courriels, etc.).

- a) Il faut distinguer les prestations de courte durée des autres prestations, plus longues et complexes. Les premières devront permettre une assistance expresse au jour le jour, matérialisée par des échanges téléphoniques ou mail.

Le titulaire devra indiquer les moyens qu'il compte mettre en place et les délais de réponse auxquels il s'engage, suivant la nature et l'importance des questions posées ainsi que les limites de ses prestations.

Il devra fournir les éléments définissant les moyens et outils dont il dispose pour l'accomplissement de sa mission.

- b) Lorsque les prestations présentent un caractère complexe nécessitant des recherches ou démarches particulières, elles devront faire l'objet d'un accord express préalable.

## **Article 3 - Dispositions communes aux deux lots**

Si, au cours de l'exécution des prestations, il apparaît que les dispositifs proposés doivent être revus (évolution des missions), les modifications devront faire l'objet d'un réexamen dans les conditions de l'article 139 du décret 2016-360 du 25.03.2016.